

Giscard et les Borgia

Le Premier ministre Georges Pompidou était exaspéré. Pas tant par la façon du ministre des finances et des affaires économiques Valéry Giscard d'Estaing d'exposer sans notes chaque semaine devant le conseil des ministres la situation économique du pays, avec ce brio qui n'appartenait qu'à lui et dont l'ancien professeur de khâgne au lycée Henri IV discernait sans peine les ficelles pédagogiques. Mais surtout par le regard fasciné du général de Gaulle écoutant son jeune ministre, l'œil de pachyderme sous les paupières mi-closes semblant suggérer aux autres membres du gouvernement d'en prendre de la graine dans leurs communications, souvent laborieuses quand elles n'étaient pas décousues : « *Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire arrivent aisément* ».

Aucune fascination sous les lourds sourcils du Premier ministre, qui aurait volontiers coupé les effets de son grand argentier par une interruption vacharde s'il avait eu à présider le conseil des ministres. Giscard se tenait d'ailleurs à carreau dans les comités interministériels présidés par Pompidou, où il se gardait de trop étaler son savoir-dire devant un Premier ministre dont il devinait la méfiance. Les journalistes qui avaient déjà reconnu en eux l'étoffe de successeurs potentiels ne commençaient-ils pas à spéculer sur leur future concurrence ?

En cette année 1965, les choses sérieuses commençaient. Pompidou était entré en 1944 au cabinet du président du gouvernement provisoire de Gaulle, où son bonheur d'écriture et sa pénétration l'avaient rapidement distingué et lui avaient permis de gravir les étapes de la confiance auprès du général. Il n'allait tout de même pas se laisser manger la laine sur le dos par un jeune polytechnicien au regard bridé et aux dents longues entré au gouvernement en 1959, qui lui rappelait certains de ses condisciples de l'Ecole Normale Supérieure, aussi brillants qu'égocentriques et que la vie s'était chargée de ramener brutalement aux dures réalités. Mais rien de brutal n'arrivait jamais à Giscard, qui passait toujours entre les gouttes et poursuivait son inexorable ascension.

Le Premier ministre se souvenait de la devise « *Quo non ascendet* » du surintendant des finances Fouquet, qu'un méchant procès ourdi par Colbert sur instruction de Louis XIV avait expédié en forteresse jusqu'à la fin de ses jours. Mais l'époque des lettres de cachet étant révolue, comment faire désormais ? Où trouver un nouveau Colbert qui se chargerait de couper les ailes de l'ambitieux, sans que la main de Pompidou apparaisse ?

Le Premier ministre disposait bien d'un collaborateur zélé, un chargé de mission pour les affaires de transports nommé Jacques Chirac, mais beaucoup trop jeune et primesautier pour pouvoir élaborer et exécuter lui-même un complot valable sans s'y brûler les doigts, et la carrière de Pompidou avec. Il fallait donc le guider, mais sans laisser de traces. Une occasion finit par se présenter avec une grève de plusieurs catégories de fonctionnaires indispensables et qui le savaient, parmi lesquels les inévitables contrôleurs aériens. Cela fournit matière à un conseil restreint présidé par le général à l'Élysée en présence des ministres concernés, dont le premier d'entre eux accompagné de deux collaborateurs : son chargé de mission aux transports et son conseiller social, un maître des requêtes au Conseil d'Etat aussi onctueux que réservé du nom d'Edouard Balladur.

Georges Pompidou avait laissé entendre aux deux membres de son cabinet politique, Pierre Juillet et Marie-France Garaud, la nature du projet qu'il aurait pu envisager de caresser s'il avait eu le cynisme requis. A la manière des Borgia, un poison opportunément glissé par une main innocente dans la tasse de café du ministre des finances, à la fin du rapide déjeuner qui devait être servi à l'Élysée aux participants au conseil restreint avant de passer à la suite du programme de travail, aurait permis de régler définitivement le problème si ces méthodes de la Renaissance italienne avaient encore été d'actualité.

Aussitôt susurré, aussitôt compris : Juillet et Garaud se mirent en quête d'un poison indécélable, le trouvèrent et chapitrèrent Chirac sur le rôle historique considérable qui allait lui échoir, tout en affectant à une manœuvre de diversion le rusé Balladur, qui voulait bien contribuer à détourner l'attention générale au moment opportun mais sans savoir dans quel but. Le poison atterrit comme prévu dans la tasse que Giscard but avec sa distinction habituelle, après quoi chacun attendit la suite en se félicitant de ne pas avoir été vu. Giscard sembla peu dans son assiette pendant la réunion de l'après-midi, mais ne se plaignit de rien et quitta l'Elysée avec les autres participants, pour retourner rue de Rivoli à moins que ce fût directement chez lui.

Le ministre des finances annula discrètement son programme des jours suivants, en indiquant qu'il souffrait d'une indisposition passagère. Les conjurés sur les charbons ardents attendaient désespérément la nouvelle de son trépas. Rien ne vint et Giscard reparut le mercredi suivant au conseil des ministres, pour faire son numéro habituel devant ses collègues blasés et un général de Gaulle à l'inaltérable dilection. Chacun se perdait en conjectures : ce diable d'homme avait-il été informé – mais par qui ? – et avait-il trouvé l'antidote à un poison qu'aucun médecin n'aurait pu reconnaître sans de longues analyses ? Avait-il discrètement recraché le café dans sa tasse après avoir fait semblant de l'avaler ? Le poison s'était-il éventé après une trop longue conservation ?

Nul ne connut jamais le fin mot de l'histoire, mais pour le malheur des conjurés dont le trouble avait été remarqué, le Président de la République fut informé par les services secrets des grandes lignes du complot : si le poison n'avait pas laissé de traces apparentes dans le corps de la victime, sa quête en avait laissé dans certaines officines. La colère de Charles de Gaulle fut jupitérienne : Georges Pompidou fut convoqué dans le plus grand secret et tancé comme un adjudant fautif par un général retrouvant son langage de corps de garde pour lui dire son fait, même si aucun indice ne permettait de remonter jusqu'à lui. Il était le principal bénéficiaire du crime, ce qui suffisait à le désigner aux yeux du général pétri de lettres classiques : « *Is fecit cui prodest* ».

Devant les dénégations indignées de son Premier ministre, le Président consentit à se radoucir et conclut l'entretien en évoquant ces complots subalternes qui ne devaient pas détourner les pouvoirs publics de l'essentiel. Mais le mal était fait et la confiance entre eux largement entamée : au cours d'un conseil des ministres suivant, le général déclara d'un ton badin que ses successeurs potentiels puis leurs propres successeurs auraient avantage à s'aligner « *par ordre d'ancienneté ou de compétence, selon ce que les événements toujours imprévisibles nous réserveront* », plutôt que de se dévorer entre eux jusqu'à laisser le champ libre à l'opposition.

Giscard fit celui qui ne comprenait pas, ce qui lui allait toujours très mal. Pompidou, qui devait reconnaître plus tard qu'il avait commencé à penser à l'Elysée dès le jour de son entrée à Matignon, se le tint pour dit, tandis que ses collaborateurs Chirac et Balladur ne voyaient pas de quoi il pouvait bien être question. Le mot de la fin revint à de Gaulle, qui devait dire un jour en privé de Pompidou : « *Il me trahira, c'est sûr ; j'espère seulement qu'il le fera bien* ».